

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 11 avril 2024

Nos réf. : SAU/FB/MI n° 24 - 192

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Société SIEMENS GAMESA REEWABLE ENERGY**

5, route d'Orvilliers-Saint-Julien  
10170 VALLANT-SAINT-GEORGES

Code AIOT : 0100044006

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05 avril 2024 dans l'établissement SIEMENS GAMESA REEWABLE ENERGY implanté 5 route d'Orvilliers-Saint-Julien, 10170 VALLANT SAINT-GEORGES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite inopinée.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIEMENS GAMESA REEWABLE ENERGY
- 5, route d'Orvilliers-Saint-Julien - 10170 VALLANT-SAINT-GEORGES
- Code AIOT : 0100044006
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est utilisée comme base de maintenance de la société pour la maintenance de parc éoliens du département de l'Aube. Elle est également utilisée pour le transit, regroupement et de tri de déchets dangereux issus de l'entretien des éoliennes.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- situation administrative
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 01/01/2023, articles R 181-1, R 181-12 et suivants	Mise en demeure, dépôt de dossier	12 mois
2	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2023, article R. 541-45-I	Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite a mis en évidence la présence d'une installation de tri transit regroupement exploitée illégalement. L'exploitant ne suit pas l'état des stocks des déchets entreposés et n'a pas été en mesure de présenter les bordereaux de suivi de déchets dangereux dont la quantité de déchets est susceptible d'être supérieure au seuil d'autorisation d'1 tonne.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2023, article R512-47-I
<b>Thème(s) :</b> Autre, Défaut de déclaration
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, à la préfète du département dans lequel celle-ci doit être implantée.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence de déchets dangereux issus de maintenances de parcs éolien (huiles usagées, piles et batteries, filtres à huile, chiffons souillés...). L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait d'un entreposage provisoire avant évacuation vers le lieu de destination finale du déchet. L'activité exercée relève de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du suivi des quantités stockées par type et nature de déchet et n'est pas en mesure de connaître les quantités maximum susceptibles d'être entreposées. Les contenants constatés laissent penser que la quantité de déchets présente sur site le jour de la visite était susceptible d'être supérieure à 1 tonne. Le site pourrait donc être soumis à autorisation. Il est proposé de mettre en demeure la société de déposer un dossier d'autorisation auprès de la préfecture de l'Aube au titre de la rubrique 2718-1 Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux. Il apparaît toutefois que la quantité de matière présente sur site le jour de la visite était inférieure strictement à 1 tonne.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

#### N° 2 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2023, article R. 541-45-I
<b>Thème(s) :</b> Autre, Bordereaux de suivis de déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les bordereaux de suivi de déchets dangereux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois